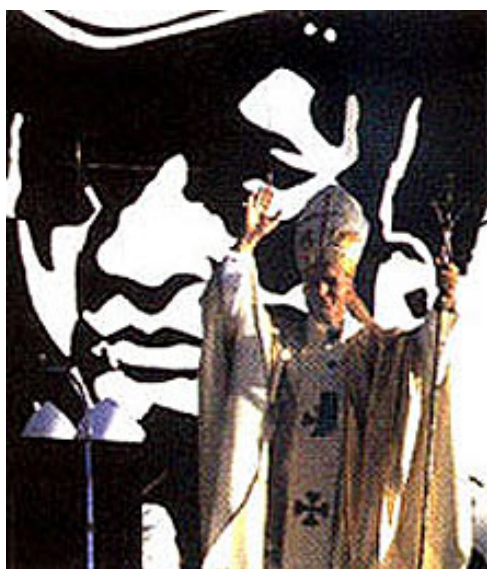


LE TÉMOIGNAGE D'ERNESTO CARDENAL

## Jean-Paul II face au peuple nicaraguayen



Bénéficiant d'une habile communication, Jean-Paul II laisse le souvenir d'un pape « pèlerin des Droits de l'homme ». Si sa lutte pour la liberté dans les États opprimés par des dictatures non-chrétiennes inspire le respect, son soutien aux dictatures chrétiennes d'Amérique latine et son combat contre les révolutions populaires attestent que son action n'était pas guidée par les Droits de l'homme. Pour mémoire, nous reproduisons ici le témoignage du père Ernesto Cardenal, ministre de l'Éducation du Nicaragua lors de la Révolution sandiniste.

page 2

### Les alliances turques en débat

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La Turquie occupe une position centrale entre le Caucase, le Proche-Orient et l'Europe mais, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, tout développement dans ces trois zones lui est interdit. Aujourd'hui, elle se tourne vers la Syrie au grand désarroi de Washington. Le *Daily Star* lance un débat sur l'interprétation à donner à ce rapprochement. À l'occasion du 90ème anniversaire du génocide arménien, la question des relations arméno-turques est également relancée.

page 11

REPÈRE : 5 AVRIL 1794

### Danton et Camille Desmoulins montent à l'échafaud

« Mieux vaut cent fois être guillotiné que guillotineur », s'était écrié Danton à la Convention. Isolé politiquement, éliminé du Comité de salut public en juillet 1793 face à Robespierre, il avait fondé avec Camille Desmoulins un journal modéré, le *Vieux Cordelier*, pour faire campagne contre la Terreur. Très critique à l'égard de Robespierre, le journal est saisi sur ordre du Comité de salut public. Le 28 ventôse, Fabre d'Eglantine et d'autres députés proches de Danton sont compromis et jugés dans le scandale financier de la Compagnie des Indes. Le 9 germinal (29 mars), Robespierre profite d'une action de police contre des spéculateurs et des comploteurs royalistes pour faire arrêter Desmoulins et Danton. Craignant que Danton, par sa connaissance des dossiers et son talent d'orateur ne retourne en sa faveur le Tribunal révolutionnaire, un décret de la Convention est voté pour mettre les accusés hors-la-loi. Ils sont exécutés, dans la masse des spéculateurs, le 16 germinal an II (5 avril 1794). ■



### URANIUM APPAUVRI : LE SCANDALE S'AMPLIFIE, LES TÊTES TOMBENT

Aux États-Unis, la démission inexplicable d'Anthony Principi de son poste de secrétaire aux Anciens combattants est due au scandale des armes à l'uranium appauvri. Celui-ci prend de l'ampleur avec l'affirmation de Leuren Moret, expert auprès de l'ONU, selon laquelle il ne fait dorénavant plus aucun doute que le « syndrome de la Guerre du Golfe » touchant un grand nombre de soldats ayant participé à cette guerre est imputable à l'uranium appauvri qu'ils ont ingéré. C'est en tous cas ce qu'affirme Arthur Bernklau, directeur exécutif de Veterans for Constitutional Law (vétérans pour la loi constitutionnelle), en faisant état des faits : sur les 580 000 soldats concernés par cette guerre, 11 000 sont aujourd'hui morts et plus de la moitié d'entre eux sont en état d'incapacité médicale. ■

## Le témoignage d'Ernesto Cardenal

# Jean-Paul II face au peuple nicaraguayen

Bénéficiant d'une habile communication, Jean-Paul II laisse le souvenir d'un pape « *pèlerin des Droits de l'homme* ». Si sa lutte pour la liberté dans les États opprimés par des dictatures non-chrétiennes inspire le respect, son soutien aux dictatures chrétiennes d'Amérique latine et son combat contre les révolutions populaires attestent que son action n'était pas guidée par les Droits de l'homme. Pour mémoire, nous reproduisons ici le témoignage du père Ernesto Cardenal, ministre de l'Éducation du Nicaragua lors de la Révolution sandiniste.



« *Bienvenue au Nicaragua libre grâce à Dieu et à la Révolution* » disait une grande banderole lors de l'arrivée du Pape à l'aéroport. Si Toutefois Jean-Paul II l'a lue, elle l'aura sans nul doute quelque peu indisposé.

Des observateurs religieux en Espagne ont noté qu'il a été très expansif et affectueux au cours de sa tournée en Amérique Centrale, il a caressé les enfants, a salué les malades, mais il n'en a pas été ainsi au Nicaragua, il s'est alors montré très sérieux et rigide, sans aucune spontanéité affective, sans sortir du

strict protocole. Et ce n'est rien en comparaison avec ce qui allait advenir lors de la messe en plein air qu'il allait célébrer.

À peine après avoir foulé le sol nicaraguayen, il m'a infligé une humiliation publique à l'aéroport en présence des télévisions du monde entier. Bien que cela ne m'aie pas surpris, je ne m'y étais pas préparé.

Le nonce m'avait déjà prévenu que cela pouvait arriver. Le pape ne voulait pas que les prêtres présents dans le gouvernement le reçoivent à l'aéroport. Mais cela ne concernait que moi, car Le père Escoto, qui était chancelier, assistait à une réunion à New Delhi.

Fernando, mon frère, qui a ensuite été ministre de l'Éducation, était un dirigeant de la Jeunesse sandiniste. Le père Parrales était diplomate à Washington. Finalement en tant que membre du gouvernement, je devais être présent pour l'accueillir. J'ai dit à la Direction nationale qu'il n'y avait aucun intérêt à être là, et qu'il valait mieux négocier pour quoi que ce soit d'autre. Car lors de la venue du Pape, tout était sujet à négociation.

Qui monterait la passerelle de l'avion pour en descendre avec sa Sainteté ? Si on enlevait la fresque des fondateurs du Front sandiniste, qui apparaîtrait au-dessus de la tête du Pape (elle n'a pas été enlevée) ? On examinait jusqu'au détail le plus insignifiant. Car quand le Souverain Pontife voyage, rien n'est insignifiant. Et quant à moi, la Direction nationale n'a pas cédé. Ils ont dit que je me devais d'être là, parce qu'en plus d'être membre du cabinet, j'étais une gloire nationale.

La menace d'annuler le voyage du pape au Nicaragua a même été brandie au cas où cet « affront » serait programmé. Mais peu de temps avant le président Reagan avait visité tous les pays d'Amérique centrale en omettant le Nicaragua, et pour le pape il n'était pas envisageable d'agir de la sorte. À la fin, le gouvernement a proposé une solution : le pape passerait en saluant de loin les ministres, et ainsi il ne devait pas me rencontrer. Le cardinal Silvestrini, qui était secrétaire d'État adjoint, et dont le cardinal Casaroli était le secrétaire, est venu une semaine avant pour régler les derniers détails. Il a admis que c'était là une solution brillante, et que l'on procèderait ainsi. Mais le pape l'a entendu d'une autre manière.



Après toutes les salutations protocolaires, y compris la garde d'honneur et le drapeau, le pape a demandé à Daniel [Ortega] qui lui donnait le bras s'il pouvait aussi saluer les ministres, et il lui a naturellement répondu oui ; et il s'est adressé à nous. Le pape accompagné de Daniel et du cardinal Casaroli a serré la

main aux ministres, et quand il s'est approché de moi j'ai fait ce que dans ce cas j'avais prévu de faire : oter en signe de respect mon couvre-chef, et m'agenouiller pour lui baiser l'anneau. Il ne me l'a pas permis, et levant le doigt comme un bâton, m'a dit sur un ton de reproche : « *Vous devez régulariser votre situation* ». Comme je n'ai pas rétorqué, il a répété à nouveau brusquement l'admonestation. Pendant ce temps toutes les télévisions du monde étaient braquées sur moi

Un journaliste de l'*Atlantic Monthly* a écrit, comme je lui avais rapporté, que ma mère, blessée par l'incident, m'a dit : « *Je croyais qu'il te traiterait comme un père* », et je lui ai répondu : « *Il m'a traité comme un père, mais pas comme une mère* ». Je ne me rappelle franchement pas de cela.

Il me semble que cette mise en scène a été préméditée par le pape, et que les chaînes de télévision étaient sur le qui vive. Le fait est que cette image a été diffusée dans monde entier, et elle l'est encore aujourd'hui. 19 ans plus tard j'apprends qu'elle a été ressortie à l'occasion de récents voyages du pape.

À cette occasion l'États-unien Blase Bonpane avait écrit une lettre ouverte au pape, lui disant que l'affront qu'il m'avait fait était scandaleux et qu'il me devait des excuses publiques. Par ailleurs, il lui a rappelé qu'alors qu'il se comportait ainsi au Nicaragua, au Salvador il avait donné l'accolade à l'assassin de monseigneur Romero

En réalité la réprimande du pape était injuste, parce que j'avais régularisée ma situation avec l'Église. Nous avions l'autorisation des évêques, pour en tant que prêtres exercer des responsabilités au sein du gouvernement. Ils avaient rendu publique cette autorisation (jusqu'à ce qu'ensuite le Vatican nous interdise ces responsabilités).

En vérité ce qui déplaisait le plus au pape concernant la révolution au Nicaragua, c'est que celle-ci n'était pas contre l'Église. Il aurait préféré un régime comme la Pologne, qui était anti-catholique dans un pays majoritairement catholique, et par conséquent impopulaire. Il était visiblement gêné par une révolution soutenue massivement par les chrétiens comme la nôtre, dans un pays chrétien, et par conséquent une révolution très populaire. Et pire encore pour lui, une révolution avec des prêtres !.

Ce n'était pas la position du cardinal Casaroli, secrétaire d'État. Il m'avait reçu environ un an avant au Vatican. Son bureau finement décoré était précisément sous celui du pape, un étage plus bas. Il a commencé par me dire que je connaissais la position du Vatican en ce qui concerne les prêtres dans les postes gouvernementaux, mais qu'il croyait que le Nicaragua pouvait être une exception, parce c'était quelque chose de nouveau. Il le disait généralement au Vatican : « *Au Nicaragua tout est nouveau* ». Il m'a demandée des nouvelles de Solentiname, et quand je lui ai dit que je souhaitais renoncer pour retourner là-bas, j'ai vu de la préoccupation dans ses yeux. Il m'a dit qu'une décision de cette nature ne devait pas être prise avec légèreté, elle devait être mûrement réfléchie. Il a alors été impressionné, je lui ai aussi dit que le rôle des prêtres dans la révolution n'étaient pas simplement honorifique, mais des plus éminents dans une révolution.



Chancelier était le poste ministériel le plus important dans un gouvernement, comme pouvait l'être le sien en tant que secrétaire d'État. Ils avaient confié à Fernando la formation de la jeunesse, qui était l'avenir de la révolution. Celui de Culture, était le ministère idéologique de la révolution : en charge des publications, de la littérature, du cinéma, du théâtre, des arts plastiques, de la musique, des bibliothèques, des maisons de la culture. Et il me répéta à nouveau que je devais réfléchir à mon retour à Solentiname. Pour sa part, ce qu'il aimait le plus était de donner des cours de philosophie, mais il avait du renoncer à cela de par ses fonctions au Vatican. Il m'a déclaré bien connaître le marxisme, parce qu'il avait été nonce dans les pays socialistes huit années durant, et qu'il n'avait pas d'objection à un marxisme qui n'exigerait pas d'être athée. Je lui ai dit que tel était le marxisme de la révolution au Nicaragua.

La nuit précédant la grande messe du pape à Managua, sur la même place, et tandis qu'on réglait les derniers préparatifs, le gouvernement et le peuple ont assisté aux funérailles de 17 élèves tués par les « contras ». Ce fut la première attaque d'envergure des contras au Nicaragua. L'armée n'était pas encore restructurée et la défense était assurée par les jeunes, qui n'avaient pas beaucoup d'expérience militaire, ni d'armement de qualité (quand ils les ont attaqués, ils n'avaient même pas posté de sentinelles). Le sang était encore frais, et on attendait au moins un mot du pape en faveur de la paix.

Dans les autres pays d'Amérique Centrale que le Pape a visités l'assistance tournait autour de 75 000 à 100 000 personnes ! Mais à Managua ils furent 700 000 ! Ils avaient voyagé plusieurs jours pour voir et écouter le pape. Ils sont venus de chaque coin du pays dans des camions bondés. Tout Managua était empli de ces camions transportant des gens. Les gens se massaient depuis l'aube sous un soleil brûlant. On avait décrété un jour férié pour la venue du pape et le transport gratuit dans tout le pays, et ce même dans les endroits les plus reculés.

Partout dans le pays des commissions ont vu le jour, regroupant les autorités civiles, militaires et le prêtre du lieu, pour faciliter le voyage à tous ceux qui voudraient se rendre à Managua, et pour rendre le transport le plus aisé aux personnes âgées ou impotentes ; ce qui a coûté plus de 50 000 dollars au Nicaragua déjà très pauvre. Le gouvernement a fait tout ce qui était possible pour que la place de Managua, lors de la messe du Pape, soit bondée, car cela signifiait qu'elle serait remplie de révolutionnaires.

C'est ainsi que 700 000 personnes ont empli la place. Le Nicaragua comptait alors 3 millions d'habitants, et cela signifiait qu'un quart de la population était là présente. La droite a aussi entraîné pour sa part autant de gens qu'elle pouvait, 50 000 personnes conduites par le père Carballo, investirent la place durant la nuit et occupèrent les avant-postes.

Nous fûmes surpris que le pape dans son discours prononcé à l'aéroport aie parlé de gens empêchés de venir à sa rencontre comme ils l'auraient souhaité. Ce qu'il a d'ailleurs répété plusieurs fois durant la messe avec une emphase toute particulière, pour qu'on comprenne bien que nombreux étaient ceux qui n'on pu accourir. Pouvaient-il y avoir plus de 700 000 personnes ? Et comme les discours étaient déjà écrits d'avance, et rédigés à Rome, comment pouvait-il

savoir que de nombreuses personnes auraient été empêchées de venir ?

Nous étions baignés de sueur en cette après-midi du 4 mars 1983. Mars est un des deux mois les plus chauds au Nicaragua et la température devait tourner autour de 40 degrés : mais personne ne soupçonnait que les esprits allaient s'échauffer bien au delà de ces 40 degrés pendant la messe pontificale.

À la surprise générale la messe s'est ouverte avec un discours de l'archevêque Obando. La révolution s'était efforcée de remplir cette place de gens, pour que maintenant s'adresse à eux l'ennemi juré de la Révolution !. Au cours des négociations préalables, au cours desquelles jusqu'au détail le plus insignifiant a été examiné, il n'avait pas été évoqué la prise de parole de monseigneur Obando. Et Obando a donné la bienvenue au pape en comparant son arrivée au Nicaragua à la visite que Jean XXIII avait faite à une prison à Rome. Je fus choqué par cette comparaison du Nicaragua avec une prison, encore plus choqué par les applaudissements de toute la place. Le peuple tout entier s'était-il retourné contre nous ?

Les lectures faites au cours de la messe ne furent pas innocentes. Il était évident que les textes avaient été choisis expressément contre les sandinistes. De l'*Ancien Testament* a été lu l'épisode de la Tour de Babel : les hommes voulant égarer Dieu. Pour ce qui est du *Nouveau Testament*, le « Bon berger » : seul le Christ l'est, les autres sont des voleurs et brigands.

Le sujet de la l'homélie papale a été l'unité de l'Église, ce qui signifiait une attaque contre « l'Église Populaire » ou « l'Église parallèle » : les chrétiens révolutionnaires accusés de vouloir détruire cette unité.

Fernando et moi étions installés ensemble dans la tribune du gouvernement, et peu avant le début de la messe Daniel Ortega l'a appelé. C'était pour qu'il dise à un petit groupe de théologiens mobilisés pour faire face à une « urgence » qu'il n'y avait rien à craindre, qu'ils avaient lu l'homélie du pape et qu'elle ne serait pas conflictuelle. Mais il résulte qu'elle ne paraissait pas conflictuelle pour qui la lisait rapidement, mais elle était prononcée par le pape. L'agressivité n'était pas dans les mots, mais dans le ton accusatoire dans lequel ils étaient dits et même parfois scandés. Lire un texte apparemment inoffensif était une chose, entendre vociférer le pape était tout autre chose.



Il était évident que le pape haïssait la révolution sandiniste. Et il était arrivé au Nicaragua pour mener un combat. Il était déconcertant de voir qu'à chaque fin de phrase, la place se livrait à des applaudissements et vivats au pape. Il y a eu un moment où j'ai pensé que la Révolution s'effondrait. Je me suis dit que si cela continuait ainsi, avec tous les membres de la tribune gouvernementale nous allions devoir faire nos valises dans la précipitation. Mais soudain les applaudissements massifs ont cessé. Ceux qui applaudissaient n'étaient déjà plus que 50 000 entraînés par le père Carballo, et le reste de la place a commencé protester contre le pape.

Je me suis ensuite enquis de l'orientation prise par la Révolution dans tout le pays, laquelle était de ne donner aucune consigne politique, seulement de crier des vivats au pape et d'applaudir à ce qu'il dirait. Nous pensions que son allocution aurait un caractère personnel, le Vatican l'ayant garanti à maintes reprises.

En regardant les vidéos de la messe, on note un changement progressif de l'attitude de la foule présente sur la place. Ils cessent d'abord d'applaudir, puis protestent ensuite, au fur et à mesure qu'ils se rendent compte que le pape en parlant de l'Église parle contre la Révolution, contre les chrétiens et les prêtres de la Révolution. Par conséquent, ce ne fut pas comme beaucoup l'ont prétendu par la suite un attaque préméditée de la Révolution contre le pape, c'est lui qui a d'abord attaqué la Révolution, semant ainsi la confusion parmi le peuple pendant une vingtaine de minutes, puis ils ont réagi.

Le pape avait répété à maintes reprises que le Nicaragua était sa « *seconde Pologne* ». C'était là une grande erreur, parce que le Nicaragua n'était pas la Pologne. Il pensait le régime impopulaire, rejeté par la grande majorité chrétienne, et que sa présence combattante provoquerait un soulèvement du peuple contre les commandants de la Direction nationale et du Gouvernement présents sur la place. Qu'il suffisait qu'il parle contre la Révolution sandiniste, pour avoir le soutien massif de cette place. Le pape est arrivé au Nicaragua pour déstabiliser la Révolution. S'il ne s'était pas trompé, l'actualité mondiale aurait été la suivante « *Le peuple du Nicaragua rejette la Révolution* ». Et c'eût été là l'effondrement de la Révolution sandiniste, comme j'avais été amené à le craindre cet après midi là. Mais comme le peuple a défendu sa Révolution et a rejeté le pape, l'actualité mondiale a été « *L'offense contre le pape au Nicaragua* ».

Le peuple lui a manqué de respect, c'est vrai, mais c'est d'abord le pape qui avait manqué de respect au peuple.

Les mères des 17 garçons morts ont d'abord commencé à demander au pape un discours en mémoire de leurs enfants, et il ne les a pas exaucées. Elles se sont ensuite approchées de l'autel, et ont commencé à lui répéter leur demande avec force de cris. D'autres sollicitaient un discours en faveur de la paix, ils étaient nombreux à crier : « *Nous voulons la paix !* ». Le pape a répondu à la multitude en criant : « *L'Église est la première à vouloir la paix* » et ensuite, alors que les protestations du peuple enflaient, il a pris le microphone et a crié à gorge déployée : « *Silence !* ». À partir de ce moment précis, ce fut l'irrespect total. Le pape voulait prononcer les mots de la consécration, c'est-à-dire le moment le

plus solennel de la messe, et ne le pouvait pas car la multitude criait : « *!Nous voulons la paix !* » et « *No pasarán !* ».

Il y avait aussi des vivats pour le Front sandiniste, tandis que les milliers de partisans de droite qui étaient aux premières loges de la place lançaient des vivats au pape. Dans une des vidéos on entend une femme crier : « *Ce n'est pas un pape des pauvres. Voyez comment il s'habille !* ». Le pape a dû crier à deux ou trois reprises « *Silence !* ». Pour la première fois dans l'histoire moderne un pape était humilié par la multitude. Dans les vidéos le pape apparaît perturbé par les événements. À plusieurs reprises, il semble déstabilisé et sur le point de quitter l'autel. À la fin de la messe, la bénédiction pontificale était pratiquement impossible. Il a dû s'y reprendre à trois reprises, devant une multitude qui chantait l'hymne du Front sandiniste.

Le pape a directement regagné l'aéroport après la messe, dans une voiture et accompagné par l'archevêque Obando. Au cours du trajet aucun des deux n'a pipé mot. Cet épisode m'a été rapporté par le chauffeur du véhicule, qui était fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Le pape était taciturne, et il n'a pas parlé, ni commenté ce qui venait de se passer.

À l'aéroport le pape a voulu monter dans l'avion évitant le protocole lié à la prise de congé, mais il a été stoppé. Il ne lui a pas été permis de s'en aller de cette manière.

L'ambassadeur du Nicaragua au Vatican, mon ami Ricardo Peters, m'a raconté qu'à la fin de la messe le cardinal Casaroli s'est approché de lui, avec le visage des mauvais jours pour lui demander son avis, et a dit : « *Le pape est venu poser un acte politique au Nicaragua, et Son Éminence a vu le résultat* ». Casaroli semblait être d'accord, et a déclaré qu'ils verraient comment ils rectifieraient cela à Rome. Mais rien n'a été amendé.

Le cardinal Casaroli avait été partisan de bonnes relations avec le Nicaragua, et il s'est probablement réjoui de ce qui s'est passé, il était dans le vrai et il démontrait que la politique du pape était erronée. Toutefois, il a été écarté de sa charge de Secrétaire d'État (numéro 2 de l'État du Vatican, que l'on considère comme un possible pape) et envoyé vers une lointaine paroisse en Italie ; où je ne sais pas s'il aurait l'occasion de donner les cours de philosophie qu'il aimait tant. Tandis qu'Obando a été nommé cardinal, et en revenant de Rome, avant d'être reçu au Nicaragua, il s'est présenté devant des exilés nicaraguayens à Miami, qui l'ont reçu avec jubilation.

Le Vatican, la presse du monde entier, et de nombreux évêques, ont martelé que le régime marxiste du Nicaragua avait commis un outrage contre le Souverain Pontife, on a parlé de sacrilège et de profanation de la messe pontificale. Dans d'autres pays d'Amérique Centrale qu'il a ensuite visités, des messes de « *réparation* » ont été célébrées. Ce fut probablement un discrédit mondial pour la Révolution. Mais que se serait-il passé si le peuple avait continué à applaudir ? Il me semble que ce fut une sorte de baptême, et la Révolution en est sortie triomphante. Parce que c'était un peuple majoritairement catholique qui était là présent, et ni le prestige, ni le pouvoir spirituel du pape de Rome n'ont permis qu'il se retourne contre ses dirigeants, bien au contraire il s'est



retourné contre le pape.

Aux États-Unis le *National Catholic Reporter*, a écrit qu'à Managua le pape avait refusé de parler de la paix comme il l'a fait dans les autres nations d'Amérique centrale, et la multitude s'est opposée à lui, comme l'avait fait Saint Paul avec le premier Pape.

D'aucuns ont aussi signalé qu'au cours des différentes messes célébrées en Amérique Centrale le message du pape a été un message de paix, sauf au Nicaragua, où il était le plus nécessaire parce qu'il faisait face à une guerre. Il n'a pas parlé de paix et n'a pas prié pour les victimes. Par ailleurs dans les pays latino-américains où il y avait des guérillas, le pape s'adressait toujours aux guérillas en les exhortant à déposer les armes. Cependant ne l'a pas fait au Nicaragua, qui souffrait d'une guérilla financée par Reagan, et ce bien que son appel aurait eu toutes les chances d'être entendu, étant donné l'ampleur des crimes et atrocités commis par celle-ci.

Quelques mois plus tard un document secret a circulé de par le monde, et qui semble être celui sur lequel le pape s'est appuyé pour évaluer la situation politique et ecclésiastique dans la perspective de sa visite au Nicaragua. Des théologiens espagnols ont rapporté que l'attitude du pape paraissait s'être littéralement conformée aux propositions de ce document, et que là se trouvait la réponse à ses agissements dans le pays. La revue française *Informations Catholiques Internationales* a commenté : « *Cela ressemble plus à un rapport fait par le Conseil de la Sécurité des États-Unis qu'à un document pastoral. Tout y est exprimé en termes politiques et de rapports de force. Il n'y a pas la moindre trace de préoccupation pastorale ou évangélique* ».

On a aussi découvert que l'auteur était le Nicaraguayen Humberto Belli, une fanatique de droite, qui après le triomphe de la Révolution a dirigé la campagne idéologique du journal *La Prensa* en matière religieuse, a étroitement collaboré avec Monseigneur Obando, et qui plus tard aux États Unis a organisé une campagne de diffamation de la Révolution sandiniste et des secteurs de l'Église qui la soutenaient. Les thèses de Belli extraordinairement synthétisées par une équipe d'experts états-uniens ont été données au pape, avec une structure grammaticale et syntaxique propre à l'Anglais. C'est à partir de ce document qu'ont été élaborés les discours que le pape a prononcé au Nicaragua.

Il y a aussi quelque chose que le Vatican a gardé secret, et que peu de gens savent : la délégation pontificale avait dans ses valises quelque chose comme 20 gilets pare-balles. Le pape a été invité avec insistance à en revêtir un pendant la messe, ce qu'il n'a pas voulu faire. Pour ma part, cette information est révélatrice : elle indique qu'ils savaient que le pape allait mettre le feu aux poudres au Nicaragua, que la chute du gouvernement était envisagée, et que par conséquent, il pourrait être victime d'un attentat.

Le plus haut représentant d'un ordre religieux très lié au Vatican a révélé sur le ton de la confidence que le Pape Jean-Paul II était très vindicatif, et n'oublierait jamais ce qu'on lui avait fait au Nicaragua. Cela s'est confirmé quand quelques années plus tard il est retourné au Nicaragua se venger des sandinistes, et n'a

pas perdu une occasion d'humilier les dirigeants qui l'avaient humilié, lesquels avaient perdu le pouvoir politique après une défaite électorale. Le *National Catholic Reporter* a cette fois rapporté que le pape qui avait visité une prison de Rome pour pardonner celui qui a attenté contre sa vie, n'avait pas été capable de pardonner les sandinistes.

Cette fois ci le pape a dit au cours de sa messe, que désormais tous ceux qui le désirent peuvent exprimer leur foi devant lui, sans que personne ne les en empêche : bien que l'assistance à cette messe représente à peine le tiers de ce qu'elle était lors de sa dernière visite. Il a évoqué le Nicaragua d'alors comme étant une « *nuît obscure* », bien que la messe avait été dite à midi sous un soleil de plomb.

Il est vrai que pour beaucoup de catholiques quand à la fin de l'après-midi ils s'éloignaient de la place couverte de papiers, les ténèbres ont gagné la place ; et beaucoup ont douté de leur foi, certains l'ont perdue.

Et peut être que celui qui a le mieux appréhendé la situation est ce vendeur de cacahuètes qui a commenté : « *Le pape ne nous a rien dit, il nous a laissé un vide* ».



### **Ernesto Cardenal**

*Prêtre, auteur et poète nicaraguayen*

---

Reproduit intégralement de *Hoja Filosófica*, n°6. Universidad Nacional. Facultad de Filosofía y Letras. Departamento de Filosofía. Costa Rica. Version française : Cyril Capdevielle pour Réseau Voltaire.

# Les alliances turques en débat

## Analyse

La Turquie occupe une position centrale entre le Caucase, le Proche-Orient et l'Europe mais, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le jeu des puissances lui interdit tout développement dans ces trois zones. La Turquie a voulu, par le passé, jouer de sa culture musulmane pour se tourner vers les États arabes, mais a essuyé un refus ; elle a espéré bénéficier de l'effondrement de l'URSS pour se tourner vers les populations turcophones d'Asie centrale, mais en a été empêchée par le Pentagone. Aujourd'hui, elle entend prioritairement entrer dans l'Union européenne mais Ankara ne ménage pas pour autant ses efforts diplomatiques dans les autres régions qu'elle longe. Et ce d'autant plus, que les Turcs trouvent désormais des partenaires chez les Arabes depuis qu'ils se sont éloignés d'Israël et de Washington.

En janvier 2004, Bachar El Assad se rendait en Turquie pour tenter de réchauffer des relations tendues depuis des décennies en raison d'un conflit territorial sur la province d'Hatay toujours revendiquée par la Syrie. Cette visite venait également concrétiser un rapprochement né de l'opposition commune des deux pays à l'invasion de l'Irak. La semaine dernière, le président turc Ahmed Necdet Sezer s'est rendu à Damas, provoquant la colère de Washington qui cherche à isoler les Syriens en utilisant le Liban.

Quotidien libanais, filiale du *New York Times*, le *Daily Star* lance un débat sur l'interprétation à donner à cette visite. Les participants sont cependant d'accord dès le départ pour se montrer rassurant pour Washington. Pour le professeur Philip Robins, la visite du président turc à Damas n'a pas d'importance : il s'agit d'une apparence de réchauffement due à une maladresse diplomatique états-unienne. En voulant trop s'opposer à cette visite l'administration Bush l'a favorisée. Que Washington simule un grand respect pour la Turquie et tout rentrera dans l'ordre. Omer Taspinar de la Brookings Institution et Emile el-

Hokayem de l'Henry L. Stimson Center ne veulent pas réduire ces liens à un simple impair diplomatique. Il y a en effet un intérêt stratégique pour les deux pays dans un rapprochement : la question kurde. Si Washington agite le séparatisme kurde en Irak, il y aura un rapprochement fort entre ces deux pays et la Syrie rompra son isolement. Par contre si le nouveau président irakien, le kurde Jalal Talabani, se montre rassurant et que les liens de la Turquie avec l'Union européenne se développent, Damas se retrouvera à nouveau seul. Une fois encore, l'Union européenne est vue par les auteurs atlantistes comme un moyen d'arrimer des États à « l'Occident ».

Toutefois, l'adhésion turque à l'Union européenne est conditionnée à sa reconnaissance du génocide arménien.

Cette question empoisonne également les relations turco-arménienne et revient sur le devant de la scène à l'occasion du 90ème anniversaire du déclenchement de cette déportation meurtrière. Dans *Die Welt*, Vartan Oskanian, ministre des Affaires étrangères arménien, réclame que l'Europe conditionne l'adhésion turque à la reconnaissance du génocide. Dans le *Boston Globe* et l'*International Herald Tribune*, l'analyste du Council on Foreign Relations, David L. Philips, se réjouit de la proposition de compromis de l'International Center for Transitional Justice : obtenir à la fois la reconnaissance du génocide par la Turquie et le renoncement à des réparations des Arméniens.

Un tel accord ne conviendrait pas en tout cas au directeur du centre arménien de Moscou, Smbat Karakhanian, qui rappelle les prétention territoriales arméniennes dans la *Gazeta SNG*. Il dénonce l'occupation de territoires arméniens historiques par la Turquie et exige que Moscou abroge le traité de 1921, signé avec Mustafa Kemal, qui reconnaît la souveraineté d'Ankara sur ces terres. Quatre jours plus tard, dans le même quotidien, l'auteur analyse l'importance du Caucase pour les États-Unis dans l'optique d'une future offensive contre l'Iran. Il observe le déploiement des troupes états-uniennes en Azerbaïdjan et l'organisation de ses élections par des spécialistes des révolutions colorées. Les États-Unis pourraient également développer leur implantation en Arménie en faisant miroiter leur influence sur la Turquie pour régler un certain nombre de questions.

Autre voisine de la Turquie, la Géorgie a été un des premiers pays à connaître une révolution colorée, présentée par les médias occidentaux comme une grande avancée démocratique. Toutefois, aujourd'hui, ses premiers partisans affichent leur déception. Autrefois associé de Mikhaïl Saakashvili dans la « révolutions » des roses, le dirigeant du Parti travailliste géorgien Shalva Natelachvili, commente la venue de George W. Bush dans son pays le 10 mai dans *Vremya Novostyey*. Il demande à ce que le président états-unien ne s'affiche pas trop avec Saakashvili, président qu'il dépeint comme un dictateur, bien pire que Chevardnadze. Ce texte est diffusé alors même que **les relations entre la présidence géorgienne et l'administration Bush se sont tendues** en raison de la volonté de la Géorgie d'intégrer son économie à celle de la Russie. Le 16 mai prochain, Shalva Natelachvili aura l'occasion de renouveler son appel aux États-Unis devant le Nixon Center.

Aux États-Unis, la Maison-Blanche éprouve quelques difficultés à faire accepter ses nominations aux postes clés de la nouvelle administration. Après l'imbroglio autour de la nomination du remplaçant de Tom Ridge à la tête du département

de la Sécurité de la patrie, c'est la validation par le Sénat de la nomination de John Bolton au poste d'ambassadeur à l'ONU qui pose problème. Le diplomate controversé reçoit dans la presse l'aide de ses amis politiques. Son ancien collègue à l'USAID, l'ancien émissaire spécial de George W. Bush en Amérique latine, Otto Reich, s'insurge contre l'attitude du Sénat US (qui l'avait déjà censuré lorsque l'administration Bush avait voulu faire de lui le secrétaire d'État aux affaires hémisphériques). Dans le *Wall Street Journal*, il demande la réforme du mode de nomination, sans préciser quelle méthode il préconise pour échapper aux « débats politiques ».

Toutefois, pour les défenseurs de John Bolton, ces textes de soutien sont surtout l'occasion de rappeler leur animosité contre un système international qui brime l'expression de l'impérialisme états-unien. Pour Franck Gaffney, les sénateurs doivent avant tout se souvenir que John Bolton est un fidèle de la politique de George W. Bush et que c'est cette politique qu'il défendra à l'ONU comme il l'a défendu au département d'État. Les anciens fonctionnaires du département de la Justice Eric A. Posner et John C. Yoo vont encore plus loin : la mission de Bolton devra être la destruction de l'ONU. Cette organisation sert trop souvent à leur yeux de forum politique international de contestation de la politique de Washington et, crime de lèse-majesté, considère toutes les nations comme égales. Bolton doit affirmer cet objectif haut et fort et cesser de se cacher derrière des affirmations consensuelles et politiquement correctes pour passer devant la Commission des Affaires étrangères. Cette assistance médiatique n'a pas été suffisante, le Sénat décidant de repousser à une date ultérieure sa décision.

Réseau Voltaire

## Philip Robins

Philip Robins est professeur de relations internationales à l'université d'Oxford au St. Antony's College. Il est l'auteur de *Suits and Uniforms : Turkish Foreign Policy Since the Cold War*.

### « Les avertissements de Bush à la Turquie étaient stupides »

Source : Daily Star

Référence : « Bush's warning to Turkey was stupid », par Philip Robins, *Dail Star*, 19 avril 2005.

Dans son traitement de la visite du président turc en Syrie, l'administration Bush a eu la main lourde et a oublié que la gestion des relations avec la Turquie est faite à 80 % de représentation. La visite en Syrie n'avait pourtant rien de déterminant et semblait devoir être purement protocolaire. Il s'agissait de la réponse à la visite en janvier 2004 de Bachar El-Assad à Ankara. Toutefois, bien qu'ils n'aient pas de pouvoirs, les Turcs tiennent à ce que leur président soit respecté.

Les Turcs n'ont pas envoyé leur président en gage de solidarité avec Damas mais plutôt pour exprimer les inquiétudes d'Ankara face à la situation au Liban, tout en conservant des relations bilatérales convenables. Malheureusement,



Washington a publiquement exigé de la Turquie que la visite n'ait pas lieu, une annonce publique qui interdisait toute maladie diplomatique pour renoncer au voyage. Dès lors, les 70 millions de Turcs ont voulu que cette visite ait lieu à tout prix, il n'était plus question de faire marche arrière. Les relations entre Ankara et Washington se sont dégradées.

Les États-Unis doivent se souvenir qu'il faut toujours traiter la Turquie avec un respect exagéré pour sa souveraineté nationale et sa dignité. Cette leçon s'applique à d'autres pays et les États-Unis l'oublient trop souvent.

## Omer Taspinar, Emile el-Hokayem

Omer Taspinar est codirecteur du programme turc de la Brookings Institution et professeur à la School of Advanced International Studies à la Johns Hopkins University.



Ancien chercheur à l'International Crisis Group, Emile el-Hokayem est spécialiste des questions de sécurité au Moyen-Orient à l'Henry L. Stimson Center.

### « La Syrie aime Ankara mais est-ce que la relation durera ? »

Source : Daily Star

Référence : « Syria loves Ankara but will the relationship last ? », par Omer Taspinar et Emile el-Hokayem, *Daily Star*, 19 avril 2005.

En 1998, la Turquie rassemblait ces troupes à la frontière avec la Syrie afin de faire cesser l'aide de cette dernière au PKK dans le Kurdistan turc. Cette menace poussa Damas à expulser Öcalan, qui fut arrêté par la suite à Nairobi. C'était alors les beaux jours de la coopération Turquie-Israël-États-Unis. Aujourd'hui, Ankara fait surtout les gros titres pour la montée de son antiaméricanisme et du sentiment anti-israélien. Il n'y a qu'à voir les meilleures ventes de livres : la plus grosse vente est un roman sur une guerre entre la Turquie et les États-Unis et le deuxième est *Mein Kampf*.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la Turquie se rapproche de la Syrie et de l'Iran, un rapprochement amorcé lors de la Guerre d'Irak. La Syrie cherche des alliés ; ce qui est plus surprenant, c'est que la Turquie y ait répondu favorablement. En fait, la Turquie a toujours été davantage tournée vers l'occident que vers l'Orient et le monde arabe. Elle ne se tourne vers le Moyen-Orient qu'à cause du problème kurde et de la politique des grandes puissances dans la région. La montée de l'antiaméricanisme est liée à la croyance que Washington veut créer un Kurdistan indépendant en Irak. Cela a poussé la Turquie vers la Syrie, qui a aussi un problème kurde. De son côté, Damas se sent encerclé et ne veut pas tout devoir à l'Iran, car leurs intérêts stratégiques ne correspondent pas toujours. La Syrie espère que la Turquie pourra plaider en sa faveur, du fait de son adhésion à l'OTAN et de ses liens avec Washington. Ce rapprochement n'est donc dû qu'aux politiques états-unienne dans la région et pourrait vite cesser si **Jalal Talabani** démontrait que les Kurdes veulent rester Irakiens. Ankara se détournera également de la Syrie si elle se rapproche vite de l'Union européenne.

## Vartan Oskanian



Né en Syrie mais formé aux États-Unis, Vartan Oskanian est ministre des Affaires étrangères d'Arménie.

## « La Turquie doit reconnaître le génocide »

Source : Die Welt

Référence : « Die Türkei muß Genozid anerkennen », par Vartan Oskanian, *Die Welt*, 20 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il y a 90 ans, le 24 avril 1915, commençait le génocide des Arméniens dans la Turquie ottomane. Pour des motifs politiques, un État a décidé d'exterminer un peuple entier. Les Turcs ont essayé de se débarrasser de la question arménienne, profitant du tumulte de la Première Guerre mondiale. 1,5 millions d'Arméniens ont été tués, des centaines de milliers ont dû fuir leurs zones de peuplement. C'est un devoir moral de ne pas oublier nos ancêtres assassinés. Ce génocide n'a toujours pas été condamné par le pays où il a été pensé et exécuté. Sur le plan juridique, nous exigeons que la mort des victimes soit enregistrée et que les coupables soient nommés. On est toujours passible de poursuite en Turquie aujourd'hui si on associe le mot de génocide à l'extermination des Arméniens.

Nous voulons souligner la portée universelle de ce crime contre l'humanité. Les institutions internationales, dont le Parlement européen, ont demandé à la Turquie de se confronter à son passé, ces tâches noires restent virulentes tant que les Turcs ne les expient pas. C'est un problème de politique intérieure turque ; le comportement vis-à-vis de ce génocide est révélateur du système de valeur d'une société. Quelques intellectuels turcs commencent à exiger de leur peuple qu'il prenne ses responsabilités, je salue leur courage. Le processus d'adhésion de la Turquie à l'U.E. peut faire évoluer les relations entre nos deux pays. Pour l'instant l'U.E. s'apprête à intégrer un pays qui bloque la frontière arménienne depuis plus d'un siècle et qui pose des conditions inacceptables pour son ouverture. L'Europe doit convaincre la Turquie qu'il est indispensable qu'elle reconnaisse le premier génocide du XXI<sup>ème</sup> siècle et que son comportement jusqu'à présent est contraire aux valeurs de l'Europe.

## David L. Phillips



David L. Phillips est directeur adjoint du Center for Preventive Action du

## « Des signes encourageants pour la Turquie et l'Arménie »

Source : International Herald Tribune

, The Boston Globe

Référence : « Hopeful signs for Turkey, Armenia », par David L. Phillips, *Boston Globe*, 19 avril 2005.

« Hopeful signs for Turkey and Armenia », *International Herald Tribune*, 20 avril 2005.

Alors que les Arméniens se rassemblent ce week-end pour commémorer le 90<sup>ème</sup> anniversaire du génocide arménien, ils débattent de l'avenir des

Council on Foreign Relations à New York et conseiller au département d'État des États-Unis. Avant guerre, il a assisté le groupe de travail sur les principes démocratiques de l'opposition irakienne. Il est membre du Preventive Diplomacy Program du Center for Strategic and International Studies.

relations turco-arméniennes et des conditions d'une éventuelle réconciliation. Depuis 90 ans, les relations turco-arméniennes ont été définies par l'inimitié et la méfiance. La Turquie rejette toujours le terme de génocide pour désigner les événements de 1915 et préfère insister sur le contexte de guerre de l'époque et affirmer que la déportation des Arméniens était motivée par des questions de sécurité.

En 2001, un héroïque groupe de Turcs et d'Arméniens a décidé de se rassembler dans la Commission de réconciliation turco-arménienne. L'objectif n'était pas de remplacer la diplomatie officielle mais de souligner les conditions de naissance des conflits afin d'y remédier. Toutefois, l'ombre du génocide plana sur tous leurs travaux. Les Turcs et Arméniens de cette commission ont alors décidé de demander l'avis de l'International Center for Transitional Justice. Celui-ci déclara, à la satisfaction des Turcs, qu'en raison de l'antériorité des événements à la définition légale du génocide, Ankara n'aurait pas à verser des compensations financières ou territoriales, mais le centre réaffirma les intentions génocidaires de l'Empire ottoman, une déclaration qui contenta les Arméniens.

Cet avis contenta tout le monde et il devrait être utilisé par les gouvernements pour servir de base à une réconciliation. Il faudra ensuite parvenir à développer les échanges commerciaux et ouvrir les frontières. L'administration Bush doit aider à cela.

## Smbat Karakhanian



Smbat Karakhanian est président du club national arménien de Moscou, *Miabanutiun*.

### « Sur la dénonciation du traité russo-turc »

Source : Gazeta SNG

Référence : « ..... », par Smbat Karakhanian, *Gazeta SNG*, 14 avril 2005.

On parle beaucoup en ce moment de formation de la société civile dans le droit et d'intégration dans la communauté internationale. Pour le respect des lois et normes internationales, il est très important de rétablir une justice historique. La résolution des problèmes géopolitiques et stratégiques sera impossible sans résoudre la question des territoires arméniens de la Russie d'avant la révolution. L'accord du 16 mars 1921 entre la république socialiste soviétique de Russie et le gouvernement de la Turquie kémaliste est un bel exemple de violation du droit des peuples. Il faut rappeler que depuis l'été 1920, il y avait deux gouvernements en Turquie : l'un à Ankara, dirigé par Mustapha Kemal (Atatürk) ; l'autre reconnu internationalement à ce moment là, le gouvernement de Constantinople.

Dans la première partie du traité, la Russie reconnaît de fait la supériorité des décisions turques sur les conventions internationales et les principes adoptés par l'ONU. Dans la deuxième partie, il est question de la Mer Noire et des détroits, de nombreux articles de ce traité ne sont plus appliqués. À la page 8, la Russie reconnaît comme faisant partie des " territoires turcs " la zone contrôlée par les kémalistes en mars 1921. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de

justification à cela dans le droit international.

La province du Nakhitchévan faisait partie de la 1ère République d'Arménie depuis 1918, et depuis 1828 de la partie arménienne de la Russie tsariste. Le mont Ararat (sur lequel l'arche de Noé se serait échouée) faisait partie de cette province, la Turquie se l'est approprié. Le Nakhitchévan est ensuite devenu, à partir du 9 février 1924, une république autonome au sein de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan. Cet accord est en contradiction avec la convention de Vienne " sur le droit des traités internationaux ". Les droits des peuples russes, arméniens, kurdes et grecs n'ont pas été respectés et ce traité doit être annulé ou revu. Il est aussi contraire à la déclaration des Droits de l'Homme faite par l'ONU en 1948.

Nous souhaitons, avec le club national arménien *Miabanutiun*, la mise en place d'un programme de résolution par étapes du problème. La première serait un accord russo-turc incluant un droit au retour pour les descendants des habitants de ces régions, ensuite, le droit de rétablir nos monuments historico-culturels, la création d'une entité économique ainsi que la restauration des églises chrétiennes antiques.

## Smbat Karakhanian



Smbat Karakhanian est président du club national arménien de Moscou, *Miabanutiun*.

### « Le bond transatlantique vers la Transcaucasie »

Source : Gazeta SNG

Référence : « ..... », par Smbat Karakhanian, *Gazeta SNG*, 18 avril 2005.

Nous sommes actuellement les témoins de la stratégie états-unienne pour prendre le contrôle des voies de communication et d'acheminement du gaz et du pétrole du bassin des mers Noire et Caspienne. Ce qui, avant, servait à protéger les oléoducs et les installations, est utilisé désormais pour établir un contrôle militaire et stratégique total de la région. Un plan de militarisation est en marche. Bien sûr les amis états-uniens n'oublient pas de rappeler que ses partenaires recevront immanquablement une aide politique et internationale. L'un des buts est de contrer les velléités nucléaires de l'Iran. Il a été prévu de créer deux bases militaro-navales à côté de Bakou et sur la rive kazakh. De gros bâtiments militaires contrôleront la route qui relie les ports du Sud aux ports du Nord de la Caspienne et peuvent aussi servir à bloquer les ports iraniens. Contrairement aux déclarations officielles du président azéri, il est clair que son pays n'a pas pu résister aux demandes et propositions de **Donald Rumsfeld**. L'état major de l'opération *Caspian guard* forme des soldats, il y a de nouveaux radars et de nouvelles installations de télécommunication ont été installées, dont le rayonnement couvre l'Iran, l'Arménie ou les rives russes de la Caspienne. Il y a des conflits en sommeil dans la région, en Géorgie et en Azerbaïdjan par exemple. L'utilisation des hommes et des bases pourra se faire sans l'aval de l'ONU. Ce sont les mêmes stratégies qu'en Yougoslavie ou en Irak qui sont à l'œuvre.

Il ne faut pas oublier qu'il y a des élections législatives en Azerbaïdjan cette

année, elles seront décisives pour le pouvoir actuel et pour l'avenir du programme des stratégies occidentaux. Des hommes d'expérience venus d'Ukraine et de Géorgie doivent prêter main forte. L'argument des politiciens occidentaux pour un rapprochement de l'Arménie et de l'OTAN, c'est le rôle de garant de cette dernière vis-à-vis de l'Union européenne. Le centre analytique " **Stratfor** " (Strategic Forecasting) a recommandé aux Arméniens de changer radicalement de politique extérieure et de se joindre aux États-Unis. Dans ce cas les États-Unis promettent à Erevan d'utiliser l'OTAN comme plate-forme de discussion avec la Turquie.

## Shalva Natelachvili



Shalva Natelachvili est le dirigeant du Parti travailliste de Géorgie. Il a été qualifié de « Robin des Bois de Géorgie » par le quotidien communiste français *l'Humanité*.

### « Les Américains et les Russes ont fait une erreur en misant sur Saakashvili »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « ..... », par Shalva Natelachvili, *Vremya Novostyey*, 13 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Tout d'abord, **George W. Bush**, doit comprendre qu'il est l'hôte de toute la Géorgie et de tout ses citoyens. Le président américain ne rend pas une visite personnelle à **Saakashvili** comme notre président veut le faire croire. Bush sait qu'il y a deux pôles en Géorgie : les groupes de Saakashvili et les membres du Labor. Il m'a écrit deux fois chaleureusement. Il doit admettre que Saakashvili a discrédité les valeurs occidentales, celles de la démocratie. Il est pratiquement devenu un dictateur qui dirige le pays à l'aide d'un clan corrompu, comme son prédécesseur, Chevardnadze. Quand la révolution a eu lieu à Tbilissi en novembre 2003, selon les résultats des élections, c'est nous qui devons prendre le pouvoir. L'institut Gallup nous donnait 76% des votes mais le spectacle a été joué. Aujourd'hui les gens ont compris le pourquoi du comment.

La chute du président dans les sondages est vertigineuse, il admet avoir perdu 25% de ses 63% d'origine. En réalité, il a 14% d'avis favorables et moi 26%. Il n'a rempli aucune de ses promesses, le Lari a été dévalué, ce qui fait que les retraites n'ont pas vraiment augmenté, tout est à vendre et 200 000 personnes ont perdu leur emploi. Si ces personnes n'étaient pas dans notre camp, désormais elles le sont. La situation est à nouveau révolutionnaire. Le gouvernement n'est pas uni, il est composé de groupes qui défendent leurs intérêts, c'est ce qui a conduit au meurtre de l'ancien président Zourab Jvania. Pour l'instant, nous essayons de rassembler l'opposition et d'unir les différents groupes, mais la situation pourrait vite devenir incontrôlable. Les élections présidentielles auraient du avoir lieu en ce mois d'avril si Chevardnadze n'était pas parti ; j'avais été désigné candidat en octobre 2003 et c'est toujours valable. **Vladimir Poutine** ne nous a pas consultés et ce n'est pas juste, de ce point de vue les Américains sont plus rusés, ils envisagent différentes possibilités, c'est la raison de leur efficacité dans l'aire post-soviétique. C'est en tant que diplômé de l'académie diplomatique du ministère des affaires étrangères d'URSS que je dis ça.

C'est cruel et amoral de la part du nouveau pouvoir ne pas verser de retraite à



l'ancien président, mais c'est aussi amoral de pleurer pour Edouard Ambrossievitch (Chevardnadze), alors qu'avec sa fortune il pourrait nourrir 100 000 retraités.

## Otto Reich



Ancien collègue de John Bolton à l'USAID au début des années 80 et spécialiste de la contre-révolution en Amérique latine, Otto Reich est l'ancien émissaire spécial de George W. Bush en Amérique latine. Aujourd'hui consultant économique à Washington, il conseille la Commission d'Assistance à un Cuba Libre.

### « John Bolton contre les couards moraux »

Source : Wall Street Journal

Référence : « John Bolton vs. the Moral Cowards », par Otto Reich, *Wall Street Journal*, 14 avril 2005.

Les auditions de la Commission des Affaires étrangères du Sénat autour de la nomination de **John Bolton** à l'ONU permettent de mettre à jour la campagne pour le discréditer. Elles démontrent également la nécessité de réformer le processus de confirmation des nominations au sénat, un objectif aujourd'hui si politisé qu'il s'est éloigné de sa définition constitutionnelle.

Aujourd'hui, on accuse John Bolton d'avoir bloqué la carrière d'un agent de renseignement, que nous appellerons ici " M. Smith ", car il désapprouvait ses conclusions. Une bonne part de ces accusations sont en fait liées à des actions que j'ai menées, et non pas Bolton, et qui ont été présentées de façon détournée. Je me suis en effet plaint à plusieurs reprises du travail de Smith à ses supérieurs. J'aurai aimé témoigner pour le dire mais on a refusé de m'écouter. Bien souvent, les auditions au sénat sont l'occasion de mener des assassinats politiques en démolissant un candidat. J'en ai fait les frais en 2001. Moi aussi j'ai dû subir les rumeurs lancées par des couards moraux.

Ce dont on accuse Bolton, c'est d'avoir voulu obtenir des renseignements fiables et de se plaindre d'un analyste qui politisait ses rapports. Bolton est quelqu'un de compétent qui mérite d'être confirmé au poste où on l'a assigné. Cette affaire illustre le triste fonctionnement des confirmations de postes au sénat et rappelle qu'en temps de guerre, nous avons à remplacer tous les membres des services de renseignement qui nuisent aux autres par leur mauvais travail.

## Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Le vote Bolton »

Source : Washington Times

Référence : « The Bolton vote », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 19 avril 2005.

La Commission des Affaires étrangères du Sénat est prête à voter concernant la nomination de **John Bolton** à l'ONU. Les démocrates voteront contre et on s'attend à ce que les Républicains votent oui. Toutefois, depuis deux semaines, les premiers ont lancé une campagne de calomnie contre le sous-secrétaire d'État. En fait, alors que les sénateurs vont voter, ils doivent garder en tête les éléments suivant :

- ▶ John Bolton travaille depuis des années sur des sujets en rapport avec sa future assignation.
- ▶ Cette expertise lui a fait prendre des positions lucides sur l'ONU. Il a raison de dire que l'ONU a rarement été unie sur les objectifs que lui avait confié ses fondateurs à l'origine. Par contre, les principales réussites des Nations Unies ont eu lieu quand les opérations étaient dirigées par Washington. Il faut un homme qui garde ces idées en tête pour réformer l'ONU.
- ▶ Bolton est un fervent défenseur des politiques de **George W. Bush** au département d'État. Cela lui a valu beaucoup d'ennemis qui veulent aujourd'hui sa perte.

Bolton est parfait pour le poste. Il est compétent, tenace et il a l'habitude de gérer des institutions hostiles au président Bush.

## Eric Posner, John C. Yoo



Ancien conseiller au département de la Justice états-unien, Eric Posner est professeur de droit à l'université de Chicago. Il est co-auteur de *The Limits of International Law*.

### « Où est le vieux Bolton quand on a besoin de lui ? »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Where's the Old Bolton When We Need Him ? », par Eric A. Posner et John C. Yoo, *Los Angeles Times*, 19 avril 2005.

**John Bolton** a déclaré un jour que si les dix étages supérieurs du siège de l'ONU disparaissaient, ça ne ferait pas une grosse différence. Mais dans les auditions de cette semaine au Sénat, il a promis de " forger une relation plus forte entre les États-Unis et l'ONU " et de " restaurer la confiance " entre Washington et le corps international. Ce charmant John Bolton est précisément ce dont nous n'avons pas besoin à l'ONU. Nous avons besoin du vieux Bolton.

L'ONU n'a que rarement été capable d'obtenir le consensus des membres de son Conseil de sécurité dans son histoire et les principaux succès diplomatiques des



Ancien assistant du juge Clarence Thomas, John C. Yoo est professeur de droit à Berkeley. Il est membre du Council on Foreign Relations, de la Federalist Society et chercheur à l'American Enterprise Institute. Ancien conseiller de John Ashcroft au département de la Justice (2001-2003), il est co-rédacteur du mémo demandant que la Convention de Genève ne soit pas appliquée aux prisonniers fait lors de la Guerre d'Afghanistan.

États-Unis ne sont pas passés par l'ONU. Le problème vient du droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité, un système qui les met sur un pied d'égalité avec les États-Unis, ce qui n'est pas le cas d'ordinaire. Si l'ONU doit continuer à être un forum politique d'opposition aux États-Unis, les diplomates américains devraient la marginaliser plutôt que la renforcer. L'ONU ne parvient pas à prévenir les désastres humanitaires, éliminer les menaces à la paix régionale et à arrêter les États partisans du terrorisme. Les grands traités internationaux qui fonctionnent (OMC, Union européenne, OTAN) ont peu à voir avec l'ONU. Les États-Unis doivent se souvenir que l'ordre du jour aux Nations Unies doit être sa démolition et que parfois cela se fait plus facilement de l'intérieur.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .